



Mardi 7 décembre 1954,
 à 11 heures

New-York

SOMMAIRE

	Pages
Point 65 de l'ordre du jour :	
Développement économique des pêcheries et question de la conservation des ressources en poisson et de la réglementation de la pêche (<i>fin</i>)	197
Point 60 de l'ordre du jour :	
Modification au règlement intérieur de l'Assemblée générale : proposition d'un nouvel article concernant les rectifications de vote	198

Président: M. Francisco V. GARCIA AMADOR
 (Cuba).

POINT 65 DE L'ORDRE DU JOUR

Développement économique des pêcheries et question de la conservation des ressources en poisson et de la réglementation de la pêche (A/2707 et Add.1 à 3, A/C.6/L.343, A/C.6/L.345/Rev.1) [*fin*]

EXAMEN DU PROJET DE RÉSOLUTION PRÉSENTÉ PAR LA BELGIQUE, LA CHINE, LES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, LA FRANCE, LA GRÈCE, L'ISLANDE, LE PANAMA, LES PAYS-BAS, LE ROYAUME-UNI ET LA TURQUIE (A/C.6/L.343) ET DES AMENDEMENTS S'Y RAPPORTANT

1. M. CASTAÑEDA (Mexique) explique que les auteurs du projet de résolution commun (A/C.6/L.343) et les auteurs des amendements s'y rapportant (A/C.6/L.345) se sont mis d'accord sur un texte unique et ont accepté les amendements révisés qui sont contenus dans le document A/C.6/L.345/Rev.1. Les quatre premiers points des amendements révisés reproduisent les passages correspondants du document précédent. Le point 5 i précise la date et le lieu de la conférence. Les mots "ressources en poisson" ont été remplacés par l'expression "ressources biologiques de la mer"; de façon à viser toute la faune marine, et pas seulement les poissons. Les ressources minérales ne sont pas visées. En outre, le mot "technique" a été ajouté au texte proposé dans le point 5, comme dans d'autres parties du texte, pour bien préciser le mandat de la conférence.

2. Le point 6 des amendements révisés invite les institutions spécialisées et les organisations intergouvernementales à envoyer des observateurs à la conférence.

3. M. ANDERSEN (Islande), parlant au nom des auteurs du projet de résolution commun (A/C.6/L.343), accepte les amendements révisés.

4. La disposition essentielle est celle du point 5. La date du 18 avril 1955 a été choisie pour laisser le temps de préparer la conférence et aussi pour s'assurer que les conclusions de la conférence seront à la disposition de la Commission du droit international lorsque celle-ci tiendra sa septième session en mai 1955. Le représen-

tant de l'Islande espère que le Secrétaire général pourra commencer sans retard les préparatifs.

5. Le nouveau texte témoigne de l'esprit de conciliation des différentes délégations intéressées et offre une façon pratique d'aborder la question des pêcheries. M. Andersen espère que la Commission l'adoptera à l'unanimité et renforcera ainsi l'autorité de la conférence.

6. M. ANAYA (Colombie) explique que, bien qu'étant l'un des auteurs des amendements initiaux, sa délégation n'a pu s'associer au texte révisé parce qu'elle estime que la date prévue pour la conférence est trop rapprochée. Néanmoins, elle accepte les autres dispositions et votera pour l'ensemble du texte révisé.

7. M. AKANT (Turquie) fait observer que, dans le texte français du point 5 des amendements révisés, les mots "en tout état de cause" sont superflus et devraient être supprimés, et que les mots "et techniques" devraient être ajoutés après "recommandations scientifiques".

8. M. AYCINENA SALAZAR (Guatemala) accueille avec satisfaction le nouveau texte, qui précise nettement le mandat de la future conférence et lui fixe une date convenable. En outre, le texte préserve l'unité de la question, tout comme le récent projet de résolution sur le plateau continental (A/2849, par. 18) et la résolution 798 (VIII) de l'Assemblée générale. La délégation guatémaltèque votera en faveur du projet de résolution amendé.

9. M. STAVROPOULOS (Secrétariat) annonce que, conformément au règlement intérieur, le Secrétariat établit actuellement une prévision des incidences financières du projet de résolution, qui devra être approuvée par la Cinquième Commission.

10. Le PRÉSIDENT met aux voix, paragraphe par paragraphe, le projet de résolution modifié (A/C.6/L.343 et A/C.6/L.345/Rev.1).

Par 47 voix contre zéro, avec 5 abstentions, le premier alinéa du préambule (A/C.6/L.343 et A/C.6/L.345/Rev.1, point 1) est adopté.

Par 45 voix contre zéro, avec 8 abstentions, le deuxième alinéa du préambule (A/C.6/L.343 et A/C.6/L.345/Rev.1, point 2) est adopté.

Par 45 voix contre 5, avec 4 abstentions, le troisième alinéa du préambule (A/C.6/L.343 et A/C.6/L.345/Rev.1, point 3) est adopté.

Par 50 voix contre zéro, avec une abstention, le nouveau quatrième alinéa du préambule (A/C.6/L.345/Rev.1, point 4) est adopté.

Par 49 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le nouveau cinquième alinéa du préambule (A/C.6/L.345/Rev.1, point 4) est adopté.

Par 39 voix contre 5, avec 6 abstentions, le paragraphe 1 du dispositif (A/C.6/L.345/Rev.1, point 5) est adopté.

Par 40 voix contre 5, avec 6 abstentions, le paragraphe 2 du dispositif (A/C.6/343) est adopté.

11. En réponse à une question de M. ESKELUND (Danemark), le PRESIDENT explique que le paragraphe 2 du dispositif vise les Etats Membres et les pays qui, sans être Membres de l'Organisation des Nations Unies, sont membres d'institutions spécialisées.

Par 41 voix contre 5, avec 5 abstentions, le nouveau paragraphe 3 du dispositif (A/C.6/L.345/Rev.1, point 6) est adopté.

Par 40 voix contre 5, avec 4 abstentions, le paragraphe 4 (ancien par. 3) du dispositif (A/C.6/L.343) est adopté.

Par 41 voix contre 5, avec 5 abstentions, le paragraphe 5 (ancien par. 4) du dispositif (A/C.6/L.343) est adopté.

Par 41 voix contre zéro, avec 10 abstentions, le paragraphe 6 du dispositif (A/C.6/L.345/Rev.1, point 7) est adopté.

12. Le PRESIDENT met aux voix l'ensemble du projet de résolution amendé (A/C.6/L.343 et A/C.6/L.345/Rev.1).

A la demande du représentant du Mexique, il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par l'Uruguay, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Argentine, Belgique, Brésil, Birmanie, Canada, Chili, Chine, Colombie, Costa-Rica, Cuba, Danemark, République Dominicaine, Equateur, Salvador, Ethiopie, France, Grèce, Guatemala, Honduras, Islande, Inde, Iran, Irak, Israël, Mexique, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pakistan, Pérou, Philippines, Suède, Thaïlande, Turquie, Union Sud-Africaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique.

Votent contre: République socialiste soviétique de Biélorussie, Tchécoslovaquie, Pologne, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques.

S'abstiennent: Afghanistan, Australie, Liban, Arabie saoudite, Syrie.

Par 41 voix contre 5, avec 5 abstentions, le projet de résolution est adopté.

13. M. TARAZI (Syrie) explique qu'il s'est abstenu de voter sur l'ensemble du projet de résolution, car il estime que la convocation de la conférence soulèvera des questions d'ordre technique et d'ordre juridique. Comme la date fixée est très rapprochée, les gouvernements intéressés, notamment le Gouvernement syrien, ne seront pas en mesure de réunir la documentation nécessaire. En outre, les buts de la conférence n'ont pas été indiqués de façon suffisamment explicite. C'est pourquoi le Gouvernement syrien réserve sa position sur le mandat de la conférence, sur les résultats de ses travaux et sur la participation de la Syrie à la conférence.

14. M. MENDEZ (Philippines) déclare que, son gouvernement ne lui ayant pas donné d'instructions au sujet de la date et du lieu de la conférence, il s'est abstenu de voter sur le paragraphe qui a trait à cette question.

15. Il souligne que le titre du projet de résolution, où figure le mot "réglementation", ne correspond plus au corps du texte, dans lequel on a supprimé toutes les dispositions visant cette réglementation.

16. Le PRESIDENT fait observer que, conformément à la pratique suivie dans des cas analogues, le Secrétariat apportera au titre les modifications nécessaires.

17. M. OLAVARRIA GABLER (Chili) déclare que le projet de résolution, adopté grâce à l'esprit de coopération des délégations intéressées, précise que la conférence s'en tiendra exclusivement aux questions d'ordre technique et scientifique. C'est à cette condition que le représentant du Chili a voté en faveur de ce texte, et aussi parce qu'il compte que les conclusions auxquelles parviendra la conférence pourront servir à la Commission du droit international. Le représentant du Chili espère que cette commission, lorsqu'elle examinera la question des pêcheries, aura présentes à l'esprit les exigences particulières de certaines régions et de certains groupes d'Etats, et qu'elle élaborera des règles suffisamment souples pour pouvoir être adaptées aux diverses conditions. Ces règles devront tenir compte des droits dont certains Etats jouissent en raison de la configuration de leurs côtes, de l'intérêt capital que présente pour eux l'exploitation des pêcheries, et de l'insuffisance des règlements en vigueur relatifs à la conservation des ressources biologiques de la haute mer.

18. M. MAURTUA (Pérou) fait valoir que le projet de résolution adopté par la Commission ne contient rien qui puisse préjuger ou contrecarrer l'initiative prise par certains pays en faveur d'une législation destinée à protéger et à conserver les ressources de la mer. D'ailleurs, les conclusions auxquelles parviendra la conférence ne pourront que favoriser cette protection et cette conservation. Le représentant du Pérou est particulièrement heureux de constater que les organisations intergouvernementales ont été invitées à envoyer des observateurs à la conférence.

19. M. GARCIA OLANO (Argentine) déclare qu'en votant pour le projet de résolution, il a voulu approuver la position prise par les pays de l'Amérique latine, dont les amendements ont été acceptés par les auteurs du projet.

POINT 60 DE L'ORDRE DU JOUR

Modification au règlement intérieur de l'Assemblée générale: proposition d'un nouvel article concernant les rectifications de vote (A/2700, A/2700/Rev.1, A/C.6/L.344/Rev.1)

DISCUSSION GÉNÉRALE

20. M. COLLIARD (France) déclare que la délégation française a proposé d'inscrire à l'ordre du jour la question à l'examen afin de combler une lacune évidente du règlement intérieur de l'Assemblée générale, qui ne précise pas de quelle façon le Président doit proclamer les résultats des votes et qui ne permet pas non plus aux délégations de rectifier leurs votes pendant ou après le scrutin.

21. La délégation française avait tout d'abord envisagé de proposer l'adoption d'un article analogue à celui qui est en vigueur au parlement français et aux termes duquel des rectifications peuvent intervenir après le scrutin sans pouvoir toutefois en modifier les résultats.

tats. La délégation française a cependant estimé, après réflexion, qu'il vaudrait mieux s'inspirer, pour la rédaction de cet article, des règlements et des pratiques des parlements des Etats Membres.

22. Dans son projet de résolution initial (A/C.6/L.344), la délégation française avait proposé que le Secrétaire général consulte les secrétaires généraux des parlements nationaux sur les règlements que ces assemblées appliquent. Le représentant de la France s'est cependant laissé convaincre par les arguments du représentant de la Syrie, qui a fait valoir que le Secrétaire général devrait suivre une méthode différente. Les délégations de la France et de la Syrie ont donc présenté conjointement un projet de résolution (A/C.6/L.344/Rev.1), qui laisserait le Secrétaire général libre de décider des moyens qu'il emploierait pour obtenir les renseignements requis. Ce projet de résolution, qui est de pure procédure, permettrait à l'Assemblée générale de disposer de ces renseignements à sa dixième session et, si elle le juge opportun, d'adopter un article au début de cette session.

23. M. TARAZI (Syrie) explique que l'adoption du projet de résolution commun ne préjugerait nullement la décision que l'Assemblée générale, à sa dixième session, pourrait prendre au sujet d'un nouvel article relatif aux rectifications de vote, mais permettrait simplement à l'Assemblée de se prononcer sur la base de certains renseignements particulièrement utiles.

24. Le projet de résolution ne touche à aucune question de fond et est extrêmement simple. Le représentant de la Syrie espère que la Commission pourra le mettre aux voix rapidement.

25. M. DE LA VALLEE POUSSIN (Belgique) appuie le projet de résolution de la France et de la Syrie (A/C.6/L.344/Rev.1). Il faut certainement que le règlement intérieur prévienne les cas envisagés dans ce texte. Cependant, on peut se demander s'il y a lieu de consulter les secrétaires généraux des assemblées législatives nationales, comme le prévoit le troisième alinéa du préambule. L'Organisation des Nations Unies n'est pas un parlement, et les règles applicables à une assemblée législative peuvent fort bien ne pas convenir à un organisme mondial. Celui qui siège dans un parlement n'engage que lui, tandis que, par son vote, le représentant qui siège à l'Assemblée générale engage son gouvernement. Dans un organe international, un vote émis par erreur peut avoir des conséquences d'une gravité imprévisible. C'est pourquoi, bien qu'on puisse s'inspirer de la pratique parlementaire dans certains cas, il convient de faire preuve d'une extrême prudence avant de décider quelle règle on appliquera à l'Assemblée générale.

26. M. MAURTUA (Pérou) déclare que la question des rectifications de vote pose, quant au fond, un problème très délicat. Pour le moment toutefois, la Commission ne l'envisage que sous l'angle de la procédure, puisqu'il s'agit de décider la méthode que doit suivre le Secrétaire général pour procéder à son enquête. Dans certains pays, les assemblées législatives n'ont pas de secrétaire général, tandis que dans d'autres, celui qui occupe ce poste n'a pas qualité pour donner des avis à un organisme international. Dans la plupart des cas, seuls les membres du Bureau de la Chambre sont habilités à le faire. C'est pourquoi il pourrait être bon de supprimer, au dernier considérant du projet de résolution, le membre de phrase concernant les secré-

taires généraux. De plus, le texte serait peut-être plus clair si l'on soulignait que l'étude envisagée devra porter, non seulement sur les "règles en vigueur" dans les assemblées législatives nationales, mais encore sur la pratique que suivent généralement celles-ci.

27. M. MENDEZ (Philippines) partage la façon de voir du représentant de la Belgique au sujet des différences qui existent entre un scrutin dans un parlement et un vote à l'Assemblée générale. Certaines des erreurs qui se produisent au moment où l'on compte les voix pourraient peut-être être évitées si l'on avait recours à des moyens purement mécaniques.

28. D'autre part, M. Méndez estime, comme le représentant du Pérou, que l'on peut douter de l'opportunité de consulter les secrétaires généraux. Aux Philippines, il n'y a pas de secrétaire général, mais seulement un secrétaire, qui n'a pas qualité pour interpréter le règlement; par conséquent, les demandes de renseignements doivent être adressées aux présidents de la Chambre des représentants et du Sénat.

29. M. TARAZI (Syrie) reconnaît que la mention des secrétaires généraux, qui figure au troisième alinéa du préambule, pourrait être supprimée. Si l'on en décidait ainsi, le paragraphe en question se terminerait avant le mot "et". Au reste, les auteurs du projet de résolution ont déjà accepté de supprimer l'allusion aux secrétaires généraux dans le dispositif du projet.

30. Quant à la deuxième observation du représentant du Pérou, selon laquelle le texte devrait mentionner aussi la pratique généralement suivie par les parlements, M. Tarazi pense que le texte français du dispositif en tient pleinement compte.

31. M. EVANS (Royaume-Uni) estime qu'il convient de féliciter la délégation française d'avoir pensé à attirer l'attention sur cette question. L'absence d'une règle sur la question dont il s'agit n'est peut-être pas aussi grave que le laisse entendre le mémoire explicatif (A/2700/Rev.1), et les critiques adressées à d'anciens présidents de l'Assemblée générale sont un peu excessives. Néanmoins, la délégation du Royaume-Uni appuiera le projet de résolution (A/C.6/L.344/Rev.1).

32. La proposition semble envisager l'adoption de règles applicables seulement pour les séances plénières de l'Assemblée générale, mais cette application serait sans aucun doute étendue aux grandes commissions. D'autre part, il n'est pas tout à fait exact de dire que le règlement actuel ne contient absolument aucune disposition en la matière. Le Président a le pouvoir de prendre des décisions que l'Assemblée générale, à son tour, peut repousser. La question qui se pose est celle de savoir s'il serait judicieux de prévoir des règles plus précises, mais en même temps moins souples. Lorsque, lors d'un vote, les voix ont été presque également partagées, il pourrait être possible à celles des délégations qui ont été mises en minorité d'essayer de persuader certains des représentants qui ont émis un vote contraire au leur de modifier leur position aussitôt après la proclamation des résultats. Pour éviter les abus de cette nature, on pourrait, soit décider que les rectifications de vote ne seront pas admises à moins qu'une motion ne soit mise aux voix une seconde fois, soit adopter une règle analogue à celle qu'applique l'Assemblée nationale française, et décider qu'une rectification de vote ne modifie pas le résultat du scrutin. On pourrait préférer la première solution, car une délégation qui modifie sa position peut encore faire à cet effet une

déclaration qui sera consignée au procès-verbal. D'un autre côté, des erreurs peuvent être commises de bonne foi, et il serait équitable de laisser une certaine latitude aux délégations.

33. Lorsqu'on étudie le droit de rectification, il convient de ne pas perdre de vue qu'il existe d'autres types d'erreurs qui peuvent également influencer le résultat du vote. On peut se tromper en comptant les voix et, lorsque le Secrétaire général communique le résultat du vote au Président, il peut, par inadvertance, commettre une deuxième erreur. Si l'on devait poser comme règle que la proclamation des résultats par le Président confère à ceux-ci un caractère définitif, il faudrait prévoir un moyen quelconque permettant de corriger les erreurs flagrantes. Il faudrait également prévoir le cas dans lequel le président interpréterait de façon erronée les résultats du vote, par exemple le cas dans lequel le Président annonce qu'une motion est rejetée parce qu'elle n'a pas obtenu la majorité des deux tiers, alors qu'en l'espèce la majorité des deux tiers n'est pas nécessaire.

34. En conclusion, il semble souhaitable de formuler la règle envisagée, encore que celle-ci ne soit pas à proprement parler indispensable. En outre, l'adoption d'une règle relative aux rectifications de vote ne ferait pas disparaître tous les défauts du système actuel et, dans ces conditions, il pourrait être préférable de rédiger le projet de résolution en termes plus généraux afin d'étendre l'étude envisagée aux règles et pratiques utilisées pour éviter et corriger les erreurs qui peuvent se produire dans l'enregistrement des votes.

35. M. SPIROPOULOS (Grèce) appuie le projet de résolution (A/C.6/L.344/Rev.1), ainsi que l'amendement proposé oralement par le représentant du Pérou. Le représentant de la Belgique a souligné, à juste titre, les différences entre la pratique de l'Organisation des Nations Unies et la procédure parlementaire normale. En fait, il serait impossible d'adopter les règles ordinairement appliquées par les parlements.

36. En conséquence, il vaudrait mieux remplacer, au dernier considérant du texte français du projet de résolution, les mots "de s'inspirer" par l'expression "d'examiner".

37. M. ESKEKUND (Danemark) approuve, lui aussi, le projet de résolution. La modification proposée par le représentant de la Grèce semble n'intéresser que le texte français.

38. M. Eskelund pense, comme le représentant du Royaume-Uni, qu'il conviendrait de prendre des mesures pour corriger toutes les autres erreurs possibles. Lorsque les voix sont également ou presque également partagées, il devrait être procédé automatiquement au vote par appel nominal. En pareil cas, aucune rectification de vote ne devrait être autorisée. De même, la procédure qui consiste à clore la liste des orateurs laisse beaucoup à désirer. Ces diverses questions devraient être examinées en même temps que celles dont traite le projet de résolution commun.

La séance est levée à 13 h. 10.